

« Toulouse Capitole Publications » est l'archive institutionnelle de
l'Université Toulouse 1 Capitole.

UNE PRÉCISION SUR LA GARANTIE DES FRAIS DE DÉFENSE

DIDIER KRAJESKI

Référence de publication : LEDA oct. 2019, n° 112d8, p. 3

Pour toute question sur Toulouse Capitole Publications,
contacter portail-publi@ut-capitole.fr

UNE PRÉCISION SUR LA GARANTIE DES FRAIS DE DÉFENSE

En interprétant la notion de réclamation conjointe, le juge a tranché une contestation sérieuse quant à la portée de la garantie des frais de défense.

Cass. 2e civ., 4 juill. 2019, no 17-10278

La présente affaire trouve son origine dans la mise en œuvre de l'assurance de responsabilité des dirigeants sociaux. Le contrat comporte une extension souscrite par avenant aux termes de laquelle : « en cas de réclamation introduite et menée pendant la période d'assurances ou la période subséquente conjointement à l'encontre d'un assuré personne physique et de la société souscriptrice, nécessitant une allocation des frais de défense entre eux, l'assureur prend en charge ou rembourse dans les conditions prévues à l'article « avance des frais de défense » des conditions... les frais de défense exposés par la société souscriptrice pour sa propre défense auprès des mêmes conseils que ceux de l'assuré personne physique ». Une discussion se développe sur ce qu'il faut entendre par réclamation conjointe (mise en cause de la responsabilité de la personne morale ?). La réponse importe peu : la question se pose alors qu'une demande de provision est faite sur le fondement de l'article 873 du Code procédure civile. L'intérêt de l'arrêt est de préciser qu'il s'agit là d'une contestation sérieuse qui interdit le versement des provisions demandées. La Cour de cassation contribue, par cet arrêt, à enrichir, pour le droit des assurances, la liste des applications de cette disposition légale sur lesquelles elle entend exercer un contrôle (Cass. 2e civ., 26 oct. 2017, n° 16-23853).

La décision est l'occasion de mettre en évidence cette garantie spécifique qu'est l'assurance des frais de défense (Bigot J., « Clair-obscur sur l'assurance des frais de défense », JCP G 2011, doctr. 62). Depuis l'adoption de la loi du 31 décembre 1989, il est difficile de la distinguer de l'assurance de protection juridique. Se faisant plus ouverte que la directive qui l'a inspirée, la loi intègre à cette forme d'assurance la prise en charge des frais de procédure ou la fourniture de service en cas de différend ou de litige. Comme son nom l'indique, l'assurance des frais de défense est une prise en charge purement pécuniaire. Elle ne doit sa survie qu'à l'exclusion du domaine de la protection juridique que réalise l'article L. 127-6 dans son deuxième alinéa : bien souvent elle est liée à une assurance de responsabilité et sert en même temps les intérêts de l'assureur. La présente espèce est un excellent exemple de ce lien entre ces deux garanties. Il ne faut pas en déduire pour autant qu'échappant à l'emprise de la protection juridique, elle se dissout dans l'assurance de responsabilité (Bigot J., préc.).